

**17 octobre**

**Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté**

***Une mobilisation internationale qui appelle des politiques ambitieuses***

" Mettre fin à la violence de l'extrême pauvreté : s'appuyer sur les capacités de tous pour bâtir la paix", une vision du monde portée par les organisateurs de la Journée mondiale du refus de la misère. Comme chaque année, la CGT sera présente dans les initiatives nationales et territoriales ; participation qui correspond à sa conception du développement humain durable.

La CGT fait le choix d'un développement des sociétés fondé sur le respect des droits de l'Homme, où chaque personne a accès aux droits humains fondamentaux. Elle fait le choix d'une société solidaire refusant la méfiance, la culpabilisation, la stigmatisation.

Pour la CGT, les situations de pauvreté ne sont en rien la conséquence d'une fatalité mais résultent de choix politiques - économiques et sociaux - bien identifiés : la réduction du coût du travail, les mises en concurrence, la rentabilité du capital... Aujourd'hui, même travailler « n'immunise » plus contre la pauvreté, l'exclusion. Tous les chiffres le confirment : la crise économique et sociale, la précarité dans l'emploi, la faiblesse des salaires, accroît le nombre de familles, d'enfants, de salariés – actifs, sans emplois, retraités, jeunes – frappé par la misère, la pauvreté et l'exclusion. L'augmentation continue du chômage et l'absence de créations d'emplois concoure à cette augmentation tout comme les politiques favorisant les intérêts financiers au détriment de l'intérêt général.

En Europe, alors que des millions d'euros ont été distribués pour tenter de faire face à la crise bancaire, une menace pèse sur la poursuite des financements de l'aide alimentaire organisée par les Associations ! La CGT n'accepte pas cette hésitation et exige du Gouvernement une position ferme pour obtenir la reconduction pérenne de ces indispensables financements publics.

En France, le Gouvernement organise la phase préparatoire à la Conférence Nationale de lutte contre la pauvreté des 10 et 11 décembre. L'objectif affiché est de dessiner le plan quinquennal pour l'égalité, la dignité et pour la lutte contre la pauvreté et les exclusions annoncé par le Président de la République. Quelles sont les ambitions gouvernementales ? Quels seront les leviers d'action privilégiés pour, dans un même mouvement, répondre aux exigences sociales et tracer des perspectives appropriées pour s'attaquer aux causes de la pauvreté.

La CGT entend s'investir et faire entendre les exigences sociales dans l'élaboration de ce plan quinquennal. Le contexte inédit de crise sociale et économique, l'extension en nombre et en durée du chômage, la baisse quasi généralisée du pouvoir d'achat, les écueils grandissants à l'accès aux droits fondamentaux et à des services publics de qualité confère une responsabilité importante au syndicalisme. Gagner l'effectivité du droit au travail et l'accès à un emploi de qualité ; vivre de son travail ; préserver et développer les services publics reste les perspectives que défend la CGT. Tous les leviers économiques, sociaux, environnementaux et démocratiques doivent être actionnés pour y parvenir.

La CGT estime indispensable de construire une sécurité sociale professionnelle pour tous les salariés ; une sécurité sociale professionnelle qui articule parcours d'insertion et parcours professionnel.

L'ambition de la CGT est de garantir l'accès aux droits de tous pour tous et de reconnaître « les pauvres » comme des salariés à part entière ; une conception qui s'affronte à une segmentation des salariés entre les « pauvres, les exclus » et les autres.

La création et la répartition des richesses créées, le financement, l'organisation et la gouvernance dans la mise en œuvre des politiques publiques, les Droits de l'Homme sur chaque lieu de travail et dans la cité sont au cœur de cette conférence.

La CGT, comme chaque 17 octobre et au quotidien, reste déterminée à la promotion de politiques et de dispositifs publics visant à l'éradication des causes conduisant à la pauvreté et à l'exclusion.

Montreuil, le 16 octobre 2012